ALGÉRIE

BOUDIAF, LE MAROCAIN

N° 820 DU 13 AU 19 JUILLET 2018

TELQUEL

DIRECTRICE DE LA PUBLICATION : AICHA AKALAY

www.telquel.ma

COMMENT HASSAN II A TUÉ LA PHILOSOPHIE

Le régime du roi défunt a mis fin à l'enseignement de la philosophie pour empêcher l'émergence d'une pensée critique chez les étudiants. Car savoir c'est pouvoir.

PAR **BILAL MOUSJID** @BilalMousjid

Comment Hassan II a tué la philosophie

Le régime du roi défunt a mis fin à l'enseignement de la philosophie pour empêcher l'émergence d'une pensée critique chez les étudiants. Car savoir c'est pouvoir.

Honnie par le pouvoir, diabolisée par les conservateurs et les islamistes, la philosophie a été vivement combattue sous Hassan II. Tantôt associée à l'athéisme, tantôt soupçonnée de nourrir des idées subversives contre le régime, la mère des sciences a subi au fil des années une mort lente pour céder la place à la pensée islamique. Au grand bonheur des islamistes, qui n'ont pas manqué de s'engouffrer dans la brèche dès les années 1970, érigeant leur idéologie sur les vestiges de la discipline "ennemie". A son arrivée, le gouvernement de l'Alternance a tenté de réanimer l'enseignement de la philosophie. Non sans peine, tant ses détracteurs y voyaient à nouveau un danger, voire "l'essence de la dégénérescence", comme la qualifie un manuel d'éducation islamique qui a défrayé la chronique en 2016. "*L'enseignement de la philosophie au Maroc est passé par trois étapes importantes, à savoir, la période allant de l'indépendance aux années 1970 lors de laquelle cette discipline occupait une "place importante" dans la formation des élèves, avant qu'elle ne soit "écartée et évincée"*", expliquait, en janvier 2017, le conseiller royal Omar Azziman.

APRÈS L'INDÉPENDANCE, LES ÉLÈVES AVAIENT LE LOISIR DE DÉCOUVRIR LES ŒUVRES DE GRANDS MAÎTRES

La parenthèse enchantée

Après l'indépendance, l'enseignement marocain est pour ainsi dire identique à celui qui a cours en France. Et l'enseignement de la philosophie ne fait pas exception. Ainsi, en terminale, les élèves marocains avaient le loisir de découvrir les œuvres de grands maîtres comme Platon, Aristote, Nietzsche ou Hegel, tels qu'ils étaient enseignés dans les écoles avant l'indépendance. "*Cette année de philosophie que l'enseignement français a introduite depuis très longtemps ne visait pas à transformer les élèves en philosophes, mais à leur donner la possibilité pendant un an de côtoyer les grands penseurs de l'humanité. C'est en quelque sorte une an-* »

© PHOTO TIRÉE DE L'OUVRAGE DE MOHAMED MARADJI, *LES TROIS MONARQUES*

© AFP

Au début des années 1960, une poignée de jeunes qui aspirent à devenir enseignants de philosophie affluent à la faculté des lettres de Rabat. Parmi eux, Noureddine Saïl, Tahar Ben Jelloun et Hassan Benaddi.

» *née durant laquelle on vous permet de pratiquer un sport qui n'était pas à votre portée de façon naturelle*", nous raconte Noureddine Saïl, qui fait partie de la première promotion d'enseignants marocains de philosophie. "*L'école publique marocaine a repris dans sa structure générale les structures pédagogiques de l'enseignement français en l'adaptant*", poursuit Saïl, par ailleurs fondateur et ancien président de l'Association marocaine des enseignants de philosophie (AMEP). Et à école marocaine, des professeurs marocains. En 1963, une poignée de jeunes, qui aspirent à devenir enseignants de philosophie, se dirigent vers la faculté des lettres de Rabat, où officient des noms alors bien connus, comme le spécialiste de Kant, Jean Ferrari. Parmi ces jeunes : Noureddine Saïl, Tahar Ben Jelloun et Hassan Benaddi. Les professeurs marocains formés, c'était au programme qu'il fallait s'attaquer. "*Comment se démarquer de l'enseignement de la philosophie à la française, un enseignement de métaphysique, un peu idéaliste*", se demande Ahmed Al Motamassik, sociologue et successeur de Noureddine Saïl à la tête de l'AMEP. Objectif : se réapproprier l'enseignement de la philosophie. "*De telle sorte qu'il corresponde aux aspirations du Maroc, à celles des élèves et aux nôtres, nous jeunes professeurs de philosophie. On voulait une philosophie libératrice, critique, une philosophie qui permette à l'élève de construire une pensée critique*", poursuit Al Motamassik. L'AMEP est sur le front, défendant bec et ongles sa conception d'une philosophie libératrice, n'hésitant pas à exclure les professeurs de philosophie qui ont reçu leur enseignement en arabe à cause de leur conservatisme et leur dogmatisme. "*Les gens étaient plutôt orientés Moyen-Orient. On ne leur avait pas enseigné les textes des grands philosophes, ni sciences humaines, ni philosophes modernes*", poursuit Al Motamassik. Bref, la philo est entre de bonnes mains. En tout cas jusqu'en 1970.

L'arabisation, un virus tueur

En 1970, Hassan II réunit l'Union nationale des étudiants marocains (UNEM) et le syndicat des enseignants à Ifrane. A l'ordre du jour : la grève estudian-

tine qui a duré près d'un. Le bras de fer accouche d'une décision lourde de conséquence : la fermeture de l'Institut de sociologie, dirigé alors par Abdelkébir Khatibi. "*L'idée était de créer une section sociologie à la faculté des lettres, ce qui était une erreur très grave car à l'Institut de sociologie, il y avait aussi la sociologie critique qui analysait la société marocaine*", raconte Al Motamassik, qui se rappelle l'amertume de l'ancien directeur de l'Institut : "*Khatibi en a gardé une blessure terrible, il en a parlé jusqu'à sa mort.*" Mais ce n'est là qu'un prélude à cette bataille pour prendre l'enseignement de la philosophie à la gorge. Car peu après, l'arabisation de l'enseignement vient aggraver la situation. "*J'ai passé deux années merveilleuses comme enseignant de philosophie à Tétouan, puis au lycée Mohammed V à Casablanca. Après la grève, le ministère de l'Intérieur avait décidé l'arabisation. N'étant pas préparé à enseigner la pensée islamique, qui faisait partie de la philosophie, je suis parti*", regrette l'écrivain Tahar Ben Jelloun, qui y voit un combat contre l'esprit critique. "*C'était une décision politique et idéologique qui visait à empêcher les élèves marocains d'avoir accès aux textes fondamentaux de Descartes, Nietzsche, Aristote ou Socrate, qui semaient le doute dans les consciences des jeunes Marocains*", poursuit le prix Goncourt. Outre l'histoire de la philosophie, cette première génération de professeurs marocains inculque aux élèves une "méthode" de réflexion et à avoir un esprit critique. Et aussi à dire non. "*Je me souviens que la première dissertation que j'avais donnée à mes élèves était une citation du philosophe français Alain : 'Penser, c'est dire non'. La même que j'avais eue quand j'étais en philo*", se souvient l'auteur de *La Nuit sacrée*.

Années 1970, le phagocytage

Enseignée en français par une jeune génération d'enseignants passionnés, la philosophie est arabisée à son tour en 1973. Conséquence prévisible : les professeurs de philosophie exclusivement francophones quittent le navire. Une aubaine pour les professeurs réputés conservateurs, jusque-là marginalisés : "*C'était l'occasion rêvée pour toute une frange d'enseignants formés en arabe d'envahir les lycées*", soutient Tahar Ben Jelloun. Noureddine Saïl ne dit pas autre chose : "*C'est vrai que cela a facilité l'installation de toute une pensée à mon sens conservatrice, qui passait aisément par la langue arabe.*" Et ce sont les enseignants bilingues qui continuent tant bien que mal le combat, malgré l'absence de textes philosophiques traduits en arabe, surtout les nouvelles tendances de la philosophie. En somme, il faut se passer de Bergson, Bachelard, Derida… "*Il était plus simple de revenir aux textes et de les interpréter en arabe. C'est bien de l'interprétation en arabe, cela n'a pas été facile pendant quelques années*", expliquait Saïl dans une ancienne interview. C'est le déclin de l'enseignement de la philosophie moderne et ouvert. "*Ils ont cantonné l'enseignement au texte traditionnel avec une pédagogie verticale et des élèves qui écoutent religieusement*", déplore Al Motamassik, qui enseigne aujourd'hui à l'ISCAE. Porté à la tête de l'AMEP en 1974, le sociologue tente, avec Mohamed Al Ayadi et un autre collègue, tant que faire se peut, de limiter les dégâts. Son cheval de bataille, changer le manuel conservateur légué par Mohammed Abed Al Jabri et Ahmed Settati, alors inspecteurs. Autre proposition : consacrer six heures hebdomadaires à l'enseignement de la philosophie contre deux heures à la pensée islamique, le tout en poussant l'élève à réfléchir au lieu de mémoriser. Un travail qui finit en partie par payer : "*Ce travail était la base du programme adopté par le ministère pour l'année 1976-1977.*" Une petite accalmie avant la tempête.

"ON VOULAIT EMPÊCHER LES ÉLÈVES D'AVOIR ACCÈS AUX TEXTES QUI SEMAIENT LE DOUTE DANS LES CONSCIENCES"

Extrait du programme de philosophie revu par Mohammed Abdelwahab, Ahmed Al Motamassik et Mohammed El Ayadi. Il sera adopté par le ministère de l'Education en 1976.

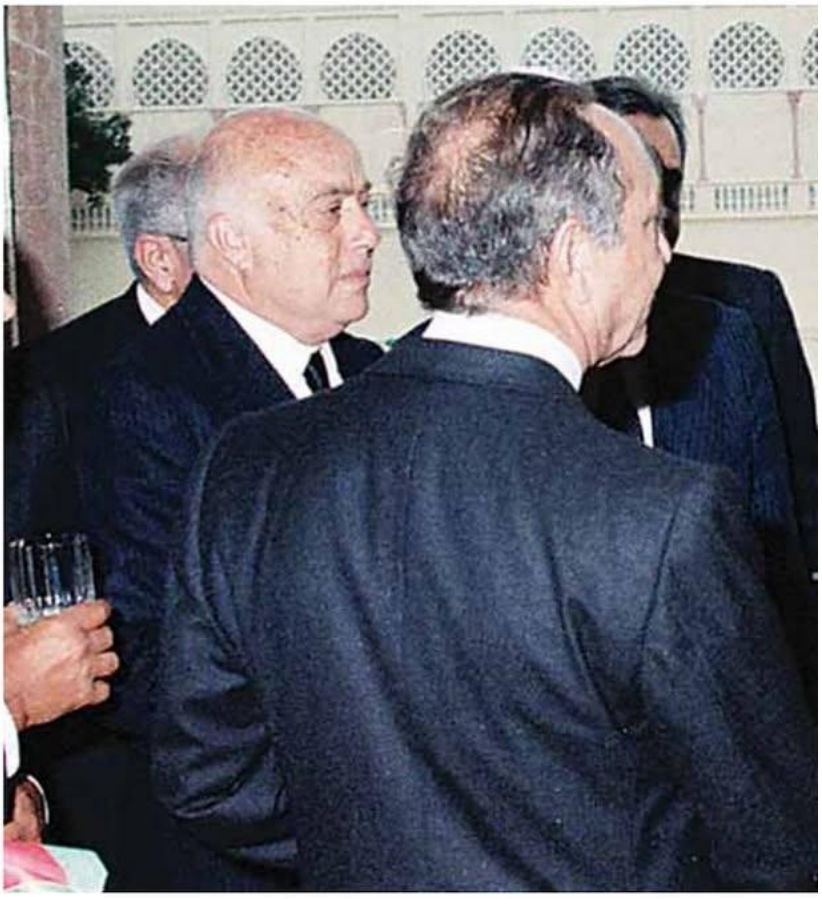
Hégémonie de la pensée islamique

Passé inspecteur en 1976 en remplacement de Abed Al Jabri, Noureddine Saïl était aussi déterminé à donner à l'enseignement philosophique plus de consistance. Il s'entoure ainsi de professeurs bilingues reconnus : Ahmed Al Motamassik, Mohamed El Ayadi, Ahmed Sbai et Naïma Cherkaoui. C'est la Commission nationale des programmes de philosophie. "*L'enjeu était d'abord de casser -je dis bien casser- la mémorisation, car la philosophie ne se mémorise pas. Casser donc le manuel d'abord, puis le cours magistral, de sorte qu'il y ait un dialogue entre l'élève et l'enseignant*", se remémore Al Motamassik. Proposition de programmes, plans détaillés, textes, le tout accompagné de fiches pédagogiques appelées à guider les professeurs. "*Saïl était capable en tant qu'inspecteur d'imposer son programme, mais il savait que cela ne donnerait rien. Il fallait donc travailler sur la stratégie cognitive et pédagogique qui obligeait scientifiquement et pédagogiquement l'enseignant à travailler autrement*", insiste le sociologue. Résultat : "*Les professeurs avaient adopté la méthode*", se souvient Saïl. Mais le travail de la commission dérange toujours le pouvoir, conservateurs de tous bords et islamistes qui montrent déjà leurs crocs. Aussi, Azeddine Laraki, alors ministre istiqlalien de l'Education, fait appel à une commission égyptienne composée de quatre inspecteurs, dont deux représentants de l'université Al Azhar du Caire. Ce qui n'augure rien de bon, d'autant que les inspecteurs en question ont à juger la nature de l'enseignement de la philosophie au Maroc. Les inspecteurs de philosophie marocains inspectés par des Egyptiens dont les connaissances philosophiques sont rudimentaires ? La démarche infantilisante n'est guère appréciée par la commission de Saïl. "*Pour eux, la philosophie telle qu'on l'enseignait, c'était de l'athéisme*", se souvient Al Motamassik. Le ton est donné. Le rapport des inspecteurs égyptiens remis en 1983, Azeddine Laraki a enfin trouvé le moyen d'anéantir la philosophie. Pour lui, ce n'est pas la philosophie qui englobe la pensée islamique mais le contraire. Ainsi, le ministre de l'Education, qui sera propulsé plus tard Premier ministre, annonce froidement à Noureddine Saïl que la philosophie cédera désormais la place à la pensée islamique. A-t-il agi de son propre chef ? Rien n'est moins sûr. Qu'en est-il du rôle de Hassan II, pour qui *"un intellectuel au ventre vide est un carnassier"* ?

Hassan II, responsable ou coupable?

Combattue de toutes parts, la philosophie a rendu lentement l'âme. "*C'est la première fois que le système politique se préoccupait d'une matière de l'éducation nationale. Pas les maths, la géo ou l'histoire, mais la philo, car ils y voyaient bien un danger qui menaçait, car elle dotait les Marocains d'une pensée critique*", estime Tahar Ben Jelloun. D'autant que les professeurs de philosophie, traditionnellement de gauche, étaient soupçonnés d'inculquer des idées "subversives". "*Je pense que Hassan II ne s'occupait pas des détails, il déléguait à Oufkir ou à Basri auxquels il donnait carte blanche*", explique Ben Jelloun. "*Nous ne faisions pas du prosélytisme mais de l'information philosophique éclairée*", explique Saïl, qui avait d'ailleurs enseigné la philosophie à l'ancien Chef du gouvernement islamiste Abdelilah Benkirane et reçu Mohamed Yatim comme stagiaire. "*Pourtant, je ne les ai pas transformés*", commente l'ancien patron du CCM. "*Je ne pense pas que le chef de l'Etat ait eu pour unique préoccupation de savoir si l'enseignement de la philosophie au Maroc avait une tendance épisté-*

HASSAN II NE S'OCCUPAIT PAS DES DÉTAILS, IL DÉLÉGUAIT À OUFKIR OU À BASRI



Azeddine Laraki (g) a été le porte-flingue du régime, chargé d'exécuter la philosophie. Ici, en compagnie de Hassan II, Abderrahim Bouabid et Ahmed Osman, en 1989.

mologique, historique ou exclusivement idéologique", juge notre interlocuteur. Même son de cloche du côté de Ahmed Al Motamassik : "*Que la philosophie dérange le pouvoir, c'est une évidence, mais ce serait simpliste de n'attribuer sa mort qu'à Hassan II.*"

La porte ouverte à l'islamisme

"*La guerre contre la culture moderne a été aussi menée contre la philosophie, car le pouvoir, durant les décennies de 1960 à 1980, savait que la philosophie était un danger contre le traditionalisme*", expliquait à Telquel.ma récemment le penseur Noureddine Affaya. Mais en travestissant l'essence de la philosophie, en la réduisant à l'éducation islamique et à la pensée unique, le pouvoir a ainsi laissé le champ libre à l'islamisme. "*À partir de la fin des années 1990 et du début des années 2000, le pouvoir politique a compris l'enjeu symbolique et politique des interprétations rétrogrades et islamistes de la religion*", poursuit Affaya. Grâce en effet au gouvernement de l'Alternance, la philosophie a été réintégrée. "*Depuis l'intronisation de SM le Roi Mohammed VI, que Dieu L'assiste, cette discipline a été réintroduite et consolidée comme une composante importante de l'enseignement marocain avec un volume horaire qui varie de 2 à 4 heures par semaine selon les filières sur les trois années du secondaire qualifiant*", rappelait le conseiller de Mohammed VI, Omar Azzimane, cité par la MAP. Mais les dommages étaient déjà énormes, voire irréparables. "*Dès le début de l'Alternance, on a commencé à travailler sur la restauration de la philosophie comme matière centrale, dans toutes les options, même scientifiques. Mais il y avait des dégâts (...) Depuis les années 1970, on reprochait aux sciences sociales d'inculquer un esprit subversif*", explique Abdallah Saaf, ancien ministre de l'Education nationale dans le gouvernement de Abderrahmane Youssoufi. "*L'idée de réintroduire la philosophie n'était pas dans le programme gouvernemental. C'est dû à une rencontre entre mes inclinations (il est diplômé en philosophie, ndlr) et le corps professoral. C'était une partie de mon milieu. Mais ce n'était pas en contradiction avec la nature de notre gouvernement*", poursuit Saaf, qui dit n'avoir rencontré "*aucune réticence en haut lieu*". Mais de quelle manière enseigne-t-on la philosophie depuis 2000 ? "*Il n'y a pas eu d'état des lieux depuis*", regrette l'ancien ministre de l'Education nationale. Ce qui est sûr, c'est que, 25 ans plus tard, les séquelles de la guerre déclarée contre la philosophie ne sont pas près de s'effacer. Il n'y a qu'à voir ce manuel d'éducation islamique qui définit la philosophie comme une pensée humaine "*contraire à l'islam*", ou encore comme une source de "*dégénérescence*". ■

© AFP

Des centaines d'étudiants islamistes à l'université de Aïn Chock lors d'une démonstration de force, en 1997.

© PHOTO TIRÉE DE L'OUVRAGE DE MOHAMED MABAD.R, *LES TROIS MONARQUES*

NOUREDDINE SAÏL

"Les groupes de pression idéologique excèdent parfois même l'autorité rationnelle et politique de l'Etat"

Ex-inspecteur de la philosophie, il a vécu de près l'éviction de cette science humaine au profit de la seule pensée islamique. Cette hégémonie a ouvert, en partie, la porte à l'islamisation de la société.

Comment se faisait l'enseignement de la philosophie dans les années 1970 ?

J'ai enseigné la philosophie de 1969 à 1976, date à laquelle j'ai été nommé inspecteur de la matière avant d'être titularisé dans le poste en 1979. Nous étions, nous les profs de philosophie, dans les années 1970, vraiment mobilisés, passionnés par notre métier. J'ai fondé, dès 1969, avec des collègues comme Larbi Ibaqil, Hassan Benaddi, Kacem Bonois, Mohamed Boughali et d'autres, l'Association marocaine des enseignants de philosophie (AMEP) et dès que j'ai été nommé inspecteur, j'ai créé au ministère, à l'intérieur de la division des programmes (dirigée à l'époque par Abdelaziz Amine, un remarquable historien), la commission nationale des programmes de philosophie où j'ai fait venir quatre professeurs dont la compétence était totalement avérée, Naïma Cherkaoui, Ahmed Al Motamassik, Mohamed Al Ayadi et Ahmed Sbai. Cette commission avait d'énormes ambitions pour l'enseignement de la philosophie au Maroc et le fondement de ces ambitions, qui étaient mon crédo pédagogique à cette époque, c'était de pratiquer la philosophie par les textes. Nous avons donc refait les programmes dans cette optique, rédigé des fiches pour chaque thème, et surtout choisi et souvent traduit les textes fondamentaux de la philosophie. En clair, le professeur était là pour initier, ouvrir des portes, définir des concepts à partir de textes de Descartes, d'Ibn Rochd, de Platon, de Nietzsche… Pour permettre aux élèves de "fréquenter" ces philosophes. De surcroît, ce programme avait aussi un autre but. Nous estimions que les élèves devaient avoir droit au meilleur enseignement possible, qu'ils soient à Casablanca, Tiznit, Khemisset… Cela s'est malheureusement vite politisé et on a commencé à nous taxer de marxisme, léninisme, ennemis de la religion, etc. Il faut dire que la philosophie a toujours affronté les systèmes conservateurs en place, et plus particulièrement les systèmes qui "utilisent" la religion de façon extrêmement populiste.

Est-ce pour cette raison que Azeddine Laraki, le ministre de l'Education nationale de l'époque, a rétropédalé en 1983 en "remplaçant" la philosophie par la pensée islamique ?

En 1983, le ministre Laraki, qui se targuait de connaissances philosophiques et islamiques, commença à insister sur la nécessité de considérer la philosophie comme une partie de la pensée islamique. Dans notre programme, la pensée arabo-musulmane, que nous

enseignions, faisait bien entendu partie et du programme et de la pensée philosophique globale. On enseignait le Traité décisif d'Ibn Rochd, comme on enseignait Al Farabi ou Al Kindi, et toute la pensée philosophique classique de la civilisation arabo-musulmane. Mais si nous insistions pour que la tendance épistémologique de notre programme soit prégnante dans la pratique de l'enseignement de la philosophie par le texte, c'était pour bien insister sur le fait que la pratique philosophique relève d'un savoir, comme elle relève aussi d'une praxis. C'est cette dialectique qui ne semblait pas convenir au ministre et à ses "conseillers". Pour nous, notre choix avait une teneur humaniste extraordinairement forte.

LARAKI NOUS A ANNONCÉ QUE LA PHILOSOPHIE CÉDERA LE PAS À LA PENSÉE ISLAMIQUE

Alors, un jour débarque une sorte de mission d'inspection, composée de quatre professeurs égyptiens, dont deux représentants d'Al Azhar. "*Ces gens vont vous accompagner*", nous a-t-on dit. Ce à quoi nous n'avons pas dit non. Pour nous ils n'étaient pas des "méchants", mais nous avons vite constaté qu'ils n'avaient accès qu'à un champ restreint de la pensée philosophique. Ces quatre inspecteurs me semblaient quand même légers. Quant aux éléments d'Al Azhar, ils appartenaient à un autre socle épistémique, comme dirait Foucault. On ne pouvait pas communiquer. Au bout de plusieurs mois, je pense qu'ils ont remis un rapport d'évaluation au ministre. Nous n'en avons même pas été informés, ce qui n'était pas très sympathique de la part de notre ministère.

Que disait le rapport en somme ?

Le rapport disait qu'au Maroc, on n'enseignait pas la philosophie de la bonne manière. J'aurais souhaité un débat sur cette "bonne manière" aussi bien avec le ministre qu'avec cette commission d'inspection. Mais en lieu et place du débat, nous avons, la commission et moi-même, été convoqués à une réunion où le ministre a fait un long laïus sur l'avenir de l'enseignement de la philosophie, avant de nous annoncer qu'à partir de la rentrée d'oc- »

Les grands noms de la philosophie occidentale sont devenus non grata dans les manuels scolaires, les salles de classe et sur les bancs de l'université.

© ILLUSTRATION MAGAZINE TELQUEL

© AFP

Les professeurs d'Al Azhar, appelés à la rescousse pour réformer l'enseignement de la philosophie, n'avaient accès qu'à un champ restreint de la pensée philosophique.

» tobre, cette matière cèdera le pas à la pensée islamique, estimant que celle-ci englobe la philosophie. On a compris et, le lendemain, on était tous chômeurs. Sans utiliser des mots pompeux, c'était une très grande défaite de la pensée. Et on a vu la suite : priver les gens de ce seul instant, même bref, où se produit la fréquentation avec les grands penseurs. Faire se rencontrer un élève en classe de philosophie d'une région reculée avec un beau texte de Claude Lévi-Strauss, pour moi c'est quelque chose d'unique. C'est un moment unique qui ne peut pas se produire si on ne l'organise pas. Peut-être que parmi ces élèves d'une petite ville marocaine aurions-nous eu la chance de voir émerger un grand anthropologue grâce à un texte découvert en classe. Au lieu de ça, on a réduit la philosophie à la pensée islamique et rendu obtus les professeurs.

Le pouvoir était-il à ce point frileux ?

La pensée plus ou moins hanbalite qui commençait à se manifester au ministère de l'Education et chez différents intellectuels islamisants devenait de plus en plus forte au début des années 1980. Les programmes de philo n'étaient en vérité qu'un prétexte pour des règlements de compte beaucoup plus profonds. En vérité, c'est la pensée rationnelle d'une manière générale qui était visée. C'est pour cela que le populisme religieux a fait son entrée de façon larvée dans un premier temps et de façon explicite par la suite dans les programmes de la pensée dite islamique. Le ministère de l'Education n'avait qu'à s'aligner.

L'idée largement répandue est que la mise à mort de l'enseignement de la philosophie a été orchestrée par Hassan II…

Je ne pense pas que le chef de l'Etat ait eu pour unique préoccupation de savoir si l'enseignement de la philosophie au Maroc avait une tendance épistémologique, historique ou exclusivement idéologique. Au ministère, nous étions, au sein de la commission de philosophie, des fonctionnaires de l'Etat, des enseignants avant tout et nous agissions en tant que tels. On n'était pas fous, surtout à une période où le ministère de l'Intérieur pouvait prendre des décisions punitives sans en référer à personne. Alors, ne serait-ce que par réalisme, on savait que l'enseignement, et celui de la philosophie en particulier, était à manier avec attention. Un texte de Spinoza, il est essentiel de le connaître, mais il est tout aussi essentiel de donner à l'élève tous les éléments

permettant sa compréhension. Notre mission n'était pas de transformer les élèves en disciples de Spinoza, mais de leur dire que cette pensée a existé, à côté, et parfois contre, d'autres types de pensée. Pareil pour la pensée d'Ibn Rochd ou de Bergson, par exemple. Nous ne faisions pas de prosélytisme, mais de l'information philosophique éclairée. Et je pense que Hassan II, qui est quand même un produit remarquable de l'école occidentale, ne pouvait pas être insensible à cette dimension. Mais il faut croire que les groupes de pression et de lobbying idéologique excèdent parfois même l'autorité rationnelle et politique de l'Etat.

ON A OUVERT LA VOIE À DES AVENTURES PÉDAGOGIQUES DANGEREUSES

La nature ayant horreur du vide, l'islamisme s'est engouffré dans la brèche. Combattre la philosophie en laissant le champ libre à l'islamisme, il y a pourtant de quoi nourrir la thèse qui veut que tout soit orchestré par le régime.

Quand vous faites une analyse de la tendance générale de l'enseignement de la philosophie au Maroc, ce que vous dites est prouvé dans les faits. Vous savez bien qu'on ne soigne pas une fièvre en cassant le thermomètre. Tous les Marocains qui ont suivi l'enseignement de la philosophie depuis les années 1940, 1950 et 1960, et qui ont été souvent de hauts commis de l'Etat pendant des décennies, se sont parfaitement adaptés à la modernité et à la spécificité de leur pays. Ils ont constitué des éléments essentiels du développement du Maroc. Ils ont donc tous bien intégré l'enseignement qu'ils ont reçu de la philosophie sans pour autant sortir dans la rue avec le couteau entre les dents pour prendre le pouvoir. Comment expliquer cela ? En cassant le thermomètre de l'enseignement de la philosophie, vous ouvrez la voie à des aventures pédagogiques dangereuses. Et lorsqu'on s'en rend compte, c'est généralement un peu tard. Je me demande si on ne continue pas encore aujourd'hui à payer pour la décision anti-philosophie de 1983. ■